



Caravelle

Le journal pour ne pas perdre le Sud

TRIMESTRIEL N° 41 JANVIER - FÉVRIER - MARS 2010

DOSSIER SPECIAL HAITI :

Comment les ONG s'activent pour la reconstruction de Port-au-Prince.



Photo : Le quartier de Martissant ; Port-au-Prince (octobre 2008) - A. Picaver

SOMMAIRE :

P1 - Humeur

P2 - Campus Plein Sud

Séminaire

P3 - Kigali

Ouagadougou

P4 & 5 - Dossier Haïti

P6 - Ca bouge pour Haïti

P7 - Une ingénieure au Mali

P8 - Agenda

Ki lavni nou¹ ?

Par Ir Eric Pirard

Le 6 décembre 1492, la Santa Maria, caravelle amirale de la flottille espagnole, faisait naufrage sur les côtes d'une île que Christophe Colomb allait baptiser Hispaniola. Un « Nouveau Monde » apparaissait sous les yeux du grand navigateur, un monde idyllique fait de plaines et de lagunes, de montagnes et d'arbres verdoyants... à tel point que Colomb n'hésita pas à écrire qu'il souhaitait y rester à jamais.

Cette île encore si méconnue aux pieds de la grande Amérique, c'est Haïti. Petit pays obscur et oublié, prostré depuis des décennies sur sa misère et ses turpitudes politiques. Fallait-il donc qu'un soubresaut de la terre nous rappelle que sur cette île vivaient des hommes? Des hommes et des femmes qui luttèrent déjà pour assurer leur survie au quotidien et qui aujourd'hui, plus que jamais, doivent pouvoir compter sur la solidarité et l'entraide pour garder en eux les lueurs de l'espoir et la

force de se reconstruire.

Malheureusement, le tremblement de terre ne fut pas une surprise pour tout le monde: Port-au-Prince, San Francisco, Vancouver, Istanbul,... autant de villes « failles », autant de villes en sursis bien connues des géologues et ... des compagnies d'assurances.

Mais Haïti pour les compagnies d'assurances sera un drame vite oublié! Car, contrairement à d'autres régions, le risque y est très faible. C'est que le risque n'est pas à confondre avec l'alea. Le risque intègre non seulement l'occurrence du phénomène naturel (alea) mais aussi son enjeu... et à ce jeu-là, le risque est bien plus grand à Liège ou à Cologne que dans la banlieue de Port-au-Prince. Quelques millions de pauvres ne peuvent pas avoir perdu grand-chose! Quel cynisme!

Plus que la question de l'intervention rapide et de la capacité des médias à émouvoir, une catas-

trophe comme le tremblement de terre en Haïti pose la question de la prévention. Notre science nous permet de connaître les régions à risque, elle nous permet d'anticiper et d'adopter des mesures préventives (constructions parasismiques ; aménagement du territoire ; etc...). N'est-il pas de notre devoir de construire un nouveau monde. Un monde plus équitable dans lequel l'espace et les ressources seraient mieux distribués. L'île d'Hispaniola, partagée entre les grands hôtels de St Domingue aux plages dorées et les cases agglutinées des cités haïtiennes est à l'image de notre monde. Une impalpable frontière d'indifférence le traverse et il faut des cris et des larmes pour l'ébranler ne fut-ce qu'un instant ■

Belgique - Belgie
P.P.
1150 Bruxelles 15

¹Quel est notre avenir ? Traduit en créole grâce à « Google Traductions » rendu disponible en créole dès le lendemain de la catastrophe pour aider les sauveteurs à communiquer sur le terrain.

Caravelle fait peau neuve !

Comme vous avez pu le constater, votre journal *Caravelle* a changé de présentation. S'il est toujours imprimé en noir & blanc pour le moment, nous envisageons d'en faire une publication en couleur afin de rendre sa lecture encore plus agréable. Toutefois, nous avons besoin de votre aide pour pouvoir financer ce projet.

En faisant un don au 360-0114755-10 avec mention « Caravelle », vous contribuerez à aider au développement du journal.

Pour vous faire une idée de la version couleur, rendez-vous sur www.isf-iai.be ou envoyer un mail à info@isf-iai.be

Séminaire annuel 2010 d'Ingénieurs sans Frontières



Le bureau d'*IsF* a organisé son séminaire annuel du 04 au 08 janvier 2010. A cette occasion, les expatriés sont spécialement revenus d'Afrique pour faire part de leur expérience et de leur travail sur le terrain. Ateliers, conférences avec des invités venant d'autres ONGs, jeux de rôles et exercices se sont succédés durant toute la semaine.

Le séminaire a été l'occasion pour l'équipe de se rencontrer en « live » et de réfléchir sur les mécanismes d'actions pour aborder les prochains projets de terrain : comment choisir ses partenaires au Sud, quelle est la meilleure façon de travailler avec les populations locales. Autant de sujets que l'équipe *IsF* s'efforcera d'appliquer cette nouvelle année pour offrir les meilleurs services à ceux qui en ont besoin.

ACTU *côté Nord*

La « Criz » et le Sud débarquent sur les campus

CRIZ !, c'est le nom de la 8^e édition de **Campus Plein Sud**, événement annuel qui vise à sensibiliser la communauté universitaire aux inégalités Nord-Sud.



Le cœur des campus universitaires va battre pendant deux semaines aux couleurs du Sud. *Ingénieurs sans Frontières* participera également à l'événement - Photo Campus du Solbosch, Sedif

Amis ingénieurs de tous âges et de tous horizons, le cirque CRIZ a débarqué sur les campus de sept universités du pays et va rythmer leur vie aux couleurs du Sud pendant deux semaines, du 22 février au 5 mars. Rires et émotions, étonnements et découvertes, les organisations d'étudiants et autres acteurs de la société civile ont choisi en toile de fond l'univers du cirque pour sensibiliser la communauté universitaire aux inégalités Nord-Sud et à la coopération au développement. Au programme, cours, forums, conférences, séminaires et spectacles pour aborder les enjeux et les crises alimentaires, socio-économiques, environnementales, ... qui les frappent de plein fouet.

Le succès de Campus Plein Sud n'est plus à démontrer.

Organisé sur une journée il y a quelques années, l'événement se déroule à présent sur deux semaines et les organisateurs ambitionnent de l'étaler sur une année académique complète. « *Nous voudrions pouvoir toucher tous les étudiants durant toute l'année, souhaite le Sedif - ULB (Service d'Information et de formation Amérique latine), une des associations organisatrices. Les enjeux liés à la solidarité Nord-Sud font cruellement défaut dans les cursus universitaires et ce genre d'événement est indispensable pour montrer aux jeunes qu'il existe d'autres perspectives* ».

Attention, présence d'ingénieurs signalée ! Sensibiliser et former l'ingénieur de demain aux enjeux de la solidarité internationale et de la coo-

pération au développement, c'est justement une mission prioritaire pour *IsF*. Il était donc tout naturel que les membres *IsF* soient une fois de plus actifs lors de cette nouvelle édition et qu'ils participent à des cours sur des thèmes aussi variés que la place de l'ingénierie dans la coopération au développement, le travail de la recherche au service du développement des pays du Sud, etc. En outre, *IsF* prend part aux deux forums pour les ONGs qui sont organisés à l'UCL (Université Catholique de Louvain) et à l'ULB (Université Libre de Bruxelles) où les acteurs du monde associatif et de la coopération peuvent rencontrer directement le grand public et répondre à ses questions.

Campus Plein Sud est une formidable occasion pour montrer aux étudiants ingénieurs issus de tous les horizons la place qu'ils peuvent occuper dans le monde de la coopération au développement ■ **J.A.**



CAMPUS PLEIN SUD

Plus d'informations sur : www.campuspleinsud.org

Lutter contre la déforestation à Kigali

Lutter contre la déforestation constitue un enjeu environnemental important pour le développement des populations du Sud. Pourtant, de nombreux territoires africains voient leurs forêts se dégrader rapidement. IsF lance des initiatives pour allier développement économique et préservation des forêts.

C'est peut-être la seule avancée concrète obtenue entre les chefs d'Etat au sommet de Copenhague de décembre 2009. Derrière l'échec des négociations sur le climat, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Japon, la Norvège et la France ont trouvé un accord pour investir 3,5 milliards de dollars dans des programmes de lutte contre la déforestation. Pourtant il n'y a pas de temps à perdre en s'autocongratulant pour ce début d'avancée.

Entre 2000 et 2005, le monde a perdu chaque année l'équivalent de la superficie du Panama en forêt. La déforestation continue sa course dans de nombreuses régions du monde, comme le bassin amazonien, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique des Grands-lacs. Ainsi, de nombreux territoires d'Afrique de l'est subissent la disparition de leurs forêts périphériques suite à leur croissance et à l'utilisation des arbres pour le bois de chauffe, seul combustible possible pour des milliers



Atelier d'Ingénieurs sans Frontières à Kigali - Photo F. Beniacoub

de familles désœuvrées.

Kigali, capitale du Rwanda, connaît également ces problèmes de déforestation au point même que le célèbre Parc des Volcans, abritant parmi les dernières populations de gorilles du monde, se trouve à présent en première ligne face aux tronçonneuses des bûcherons. IsF mène depuis 2 ans, en partenariat avec le Centre de Recherche Agronomiques de Wallonie (www.cra.wallonie.be) et l'association rwandaise Amizero, un projet de valorisation des déchets ménagers organiques en combustible alternatif au charbon de bois. A terme, ce projet permettra à des familles de récolter et valoriser les déchets ménagers (pelures de fruits) et de

les vendre pour en faire des boulets de combustion, limitant ainsi la coupe des arbres et dégageant la ville d'une partie de ses déchets.

L'année 2009 a permis la mise en place des équipements et des infrastructures indispensables à l'opérationnalisation d'une unité de production de ce combustible (production prévue de 500 tonnes par an) et du terrain, acquis et aménagé pour le stockage de la matière première, tri, séchage et de la production du combustible (machines et fours). Le hangar de 205 m² a été construit et celui-ci permettra d'abriter les équipements lourds (broyeur, émotteur, granulateur, mélangeur, four, ...) ainsi qu'un atelier, un bureau, un vestiaire et des sanitaires pour les ouvriers. La fin des travaux est prévue pour mi-février 2010, l'inauguration en avril.

A partir de cette date, la production sera lancée et les marchés de Kigali proposeront les boulets de combustible alternatif aux familles ■ A.P.

IsF va faire de la rudologie à « Ouaga »

Qu'est-ce que ça peut donc bien vouloir dire ?

Un indice : IsF va se relancer dans une activité que ses ingénieurs connaissent bien.

Il s'agit en effet de l'assainissement des villes et particulièrement du recyclage des déchets.



Collecte artisanale des déchets à « Ouaga »
Photo M. Kresse

Une science en plein développement

La rudologie est la science qui étudie la gestion des déchets au niveau économique et social. Née dans les années 80, cette science permet de révéler des indicateurs réels, directs et transparents sur les comportements et des conditions de vies des habitants. Cette science apparaît d'autant plus crédible à l'heure où les villes du Nord et du Sud produisent quantité de déchets au point de ne plus savoir qu'en faire. Les villes africaines sont également touchées par ces problèmes. L'université de Ouagadougou est justement dirigée par le Pr Jean Kouliadiaty, physicien et rudologue qui a fait de la gestion des déchets de sa ville une priorité.

Destination Ouagadougou

Suite à une mission d'identification à Ouagadougou, IsF est entrée en contact avec une ONG suisse-burkinabé, le Centre Ecologique Albert Schweitzer (CEAS), association gérant un atelier école d'agro-technologies dans la capitale burkinabé. Une équipe d'ISF ira sur place du 20 au 30 avril pour mettre en place un module de « gestion et revalorisation des déchets plastiques ». Les futurs formateurs burkinabés pourront à leur tour diffuser ces techniques simples et écologiques auprès des locaux. M.K.

Source : www.auf.org



La coopérative de femmes Amizero fabrique des boulets de charbon organiques avec les déchets ménagers récoltés.



Reconstruire Port-au-Prince, quelle science appliquer ?



La réhabilitation et l'adaptation aux séismes des quartiers défavorisés de Port-au-Prince est une priorité des ONG

Photo A. Picavet

Le séisme du 12 janvier a détruit la capitale haïtienne jusque dans ses fondations. L'effondrement systématique des bâtiments a causé la disparition de milliers de gens et fait des centaines de milliers de sans-abris. Au-delà de ce désastre humain, la nécessaire relance du pays est entravée par la destruction systématique des infrastructures politiques, sociales et économiques. Les images d'effondrement de bâtiments, celui de la présidence en particulier, sont très impressionnantes et posent question sur leur résistance aux tremblements de terre. De là s'est lancé le débat de savoir comment les ONGs regroupant des ingénieurs peuvent contribuer à la fois à remettre sur pied le centre ville et aussi les quartiers d'habitations défavorisés tout en les dotant d'une structure résistante aux futurs tremblements de terre.

Une composante essentielle de la prévention est certainement l'application des règles parasismiques de construction pour les bâtiments nouveaux, couvrant les différents aspects de la construction, depuis le choix du site et la prise en compte de la nature du sol jusqu'à l'indispensable bonne qualité de l'exécution.

Pour *IsF*, l'enjeu n'est pas de concevoir des normes générales pour les constructions parasismiques (ou anti-

cycloniques), ni même de se lancer dans la réalisation de répertoires des techniques locales et bon marché de constructions résistantes aux catastrophes naturelles (constructions à ossature en bois ou métallique, murs en roches, torchis ou adobe, ...). Des spécialistes internationaux (plates-formes privées et publiques, monde académique, ...) mais aussi locaux s'y attèlent et l'ingénierie technique est leur métier. Le rôle d'une ONG de coopération est plutôt d'assurer la bonne articulation entre cette ingénierie technique et l'ingénierie sociale garante de l'appropriation locale des techniques.

Cette ingénierie sociale se traduit obligatoirement par une implication directe auprès d'une population ciblée (village, quartier, ...) pour obte-

« Le rôle d'une
ONG est de
garantir
l'appropriation
locale des
techniques de
reconstruction »



Les habitations de Port-au-Prince ne sont généralement pas adaptées à résister aux glissements de terrains et aux séismes. Photo - A. Picavet

nir de l'information sur les besoins réels en relogement, analyser les paramètres socioculturels et économiques (typologie de l'habitat traditionnel), inventorier les matériaux locaux disponibles et identifier les possibilités de reconstruction locale.

Il est en effet primordial de valoriser les personnes sinistrées qui n'ont que leurs bras et qui récupèrent comme elles le peuvent, les monceaux de ruines pour en refaire quelque chose, car c'est la seule chose dont elles disposent. Ces gens font généralement appel à des artisans dans un système d'« auto-construction » accompagnés par les plus « expérimentés » d'entre eux (un entrepreneur local, un maçon qui va prêter main forte à la famille, ...).

Ces « auto-constructeurs » haïtiens sont astucieux, courageux, mais non formés et dépourvus d'outils et de matériaux normalisés que de toute façon ils ne peuvent pas se payer. Une règle de construction est inapplicable à leur cas, car basée sur une « standardisation » des matériaux à utiliser.

Par contre, il s'agit de les former aux principes des mécanismes de ruines et de résistance. Leur apprendre à voir les points fragiles d'un ouvrage pour lesquels il faut être particulièrement attentif et qu'il faut toujours renforcer. Leur inventivité légendaire pourrait alors être utilisée dans le bon sens pour trouver les solutions abordables. Ainsi ils gagneront en efficacité et en liberté d'action pour le futur.

Pour *IsF*, c'est de la combinaison entre l'ingénierie sociale et technique qu'ont besoin les Haïtiens pour reconstruire leurs habitations et anticiper l'avenir ■

A. P.

Improviser son mode d'action

Le séisme du 12 janvier 2010 a obligé de nombreuses ONG de développement à revoir leurs projets initiaux et à réorienter, voire improviser de nouvelles actions pour répondre aux situations d'urgence.

Comment réorganiser le travail dans une ville détruite ? Quand il n'y a plus d'électricité, d'eau et d'institutions en état de fonctionner, les associations sont bien obligées d'évaluer l'ampleur des dégâts et d'amorcer un nouveau virage dans leur travail.

La *Fondation Connaissance & Liberté (FOKAL en créole)* a pour mission de promouvoir les structures nécessaires à l'établissement d'une société démocratique, juste et solidaire, basée sur l'autonomie et la responsabilité individuelles et collectives. A travers son réseau de bibliothèques (35 dans le pays) et de centres d'animations, la fondation travaille prioritairement avec les jeunes, sur l'environnement, l'information et l'éducation.

Toutefois, la catastrophe a contraint FOKAL de revoir l'ordre de ses priorités et la mise en œuvre de ses projets, pour participer au mieux à la reconstruction du pays et de ses forces vives. Tout le personnel de FOKAL est vivant et ses bâtiments sont encore debout. La fondation fait actuellement l'inventaire de ses partenaires, de son réseau de bibliothèques

et des institutions culturelles. La protection et la mise en valeur d'archives d'institutions, petits musées et collections privées menacées de disparition suite au séisme est devenue un véritable casse-tête au milieu des ruines.

Mais d'ores et déjà, des initiatives se mettent sur pied. A Martissant, quartier fragile de Port-au-Prince, FOKAL prévoit dans un premier temps la création d'unités mobiles d'accès à la santé et aux droits sociaux, ainsi que des unités de personnes formées aux questions de santé mentale pour renouer avec la parole après le traumatisme, faire du recensement et mener des actions symboliques pour honorer la mémoire des disparus.

Lucie Couet
www.fokal.org



Détournement d'une canalisation d'eau à Port-au-Prince, octobre 2009
Photo : A. Picavet

Rétablir les services de base et lancer la reconstruction et le développement dans une ville dévastée, c'est le nouveau casse-tête des ONGs.

Témoignage : Etions-nous dans la réalité ?

Lucie Couet, coopérante pour la Fondation FOKAL (v. ci-dessus) se trouvait dans ses bureaux à Haïti au moment du séisme. Elle nous a livré ses impressions après la catastrophe.

« J'étais au travail au moment du séisme, dans les locaux de la FOKAL, avec mes collègues. Je n'ai pas compris immédiatement qu'il s'agissait d'un important tremblement de terre. Je me suis abritée sous un chambranle de porte et j'ai attendu. L'immeuble a tangué, mais seules les étagères sont tombées. Après la secousse, nous sommes descendus dans la rue. En voyant l'immense nuage de poussière sur la ville, une maison totalement détruite en face de FOKAL et la foule affolée, j'ai saisi alors qu'il pouvait s'agir d'une catastrophe à grande échelle.

Certains d'entre nous, mieux informés mais souvent impuissants, connaissaient l'important risque sismique pour Port-au-Prince, et savaient qu'il n'y avait aucun plan d'urgence. Nous savions que les voies de communication seraient coupées, que les centres vitaux du pouvoir n'étaient pas aux normes parasismiques et donc seraient sûrement inutilisables et peut-être leurs occupants morts. Nous savions que les hôpitaux et centres de santé seraient impuissants au regard du nombre de blessés. Enfin nous savions qu'il n'y aurait pas d'eau potable pour tous. Ces sombres présages se sont, hélas, révélés exacts. Nous nous sommes endormis sans croire encore tout à fait que nous étions dans la réalité, et loin de pouvoir imaginer l'énergie formidable qu'il faudra pour la reconstruction. »

Propos recueillis par Alexis Picavet

Ca bouge !

Des ruines à déblayer

Présente depuis plus de 12 ans à Haïti, l'association *Codéart* connaît bien l'île. On peut même dire qu'elle y a toujours vécu. Fondée en 1988 pour répondre aux besoins des Ateliers-Ecoles de Camp-Perrin (AECP) près de Port-au-Prince, *Codéart* assurait la fourniture et l'appui technique pour la fabrication d'équipements et d'outillages pour l'agriculture à destination du monde rural. A l'instar d'*IsF*, l'association assure un transfert des informations techniques sur les méthodes de production et de maîtrise technologique, de matériel agricole dans ce cas-ci.

Heureusement pour *Codéart* et ses coopérants, personne n'a été blessé lors du séisme de janvier 2010, malgré la présence de certains d'entre eux dans la capitale.

Toutefois, face à une ville dévastée, que pouvait faire *Codéart* pour aider dans l'immédiat les sinistrés ? « *Une des priorités des gens est de pouvoir déblayer les ruines de leur maison pour s'assurer un semblant d'abri pour la nuit, rechercher des biens de quelque valeur et souvent, un proche ou un ami toujours disparus*, explique Roger Loozen, directeur de *Codéart*. *Nous avons organisé avec l'aide de MISEREOR, une ONG allemande qui lutte contre la pauvreté, du quotidien Ouest-France et de la générosité des donateurs belges l'envoi de plusieurs tonnes d'outils à Port-au-Prince afin d'aider les gens à dégager leur ville des gravats.* »

Face à cette situation d'urgence, *Codéart* doit également continuer sa mission première, d'autant que des milliers de personnes se sont réfugiées dans les campagnes et ont un besoin urgent d'outils agricoles pour se nourrir.

J. A.

Informations : www.codeart.org

Le fil des réactions belges à la catastrophe

Dès l'annonce de la catastrophe du 12/01, le monde de la coopération belge s'est fortement mobilisé et certains ont essayé de canaliser cette manne de bonne volonté.

Haïti Lavi 12-12

Peu après le séisme est né le consortium *Haïti Lavi 12-12* (www.1212.be), composé des ONGs spécialisées en urgence que sont *Caritas International*, *Handicap International*, *Oxfam-Solidarité*, *Médecins du Monde* et *UNICEF Belgique*.

Si l'initiative est louable et a permis de récolter une belle somme d'argent (plus de 19 millions €), elle suscite d'abord un débat sur la position de monopole des cinq organisations au niveau des media et la quasi impossibilité pour les ONGs de coopération, de plus petite taille, d'entrer en ligne de compte dans la recherche d'attention et des moyens financiers.

C'est ainsi que le 28 janvier, *Haïti Lavi 12-12* donne une conférence de presse pour inviter les ONGs qui sont présentes en Haïti à fournir des informations sur leurs actions présentes et futures. Le 19 février, les plateformes des ONGs de coopération (ACODEV et COPROGRAM) donnent une séance d'information sur les conditions d'accès au financement récoltés par *Haïti Lavi 12-12* (fonds disponibles, modalités, timing, processus de sélection,...).

Le ministre et les ONGs

En parallèle, le ministre de tutelle, Charles Michel, invite une vingtaine d'ONG pour établir collectivement une stratégie de réponse. A cette occasion, il lui est notamment demandé de plaider auprès du gouvernement pour l'engagement d'un soutien financier des actions coordonnées par les ONGs sur un horizon de temps de 3 à 5 ans.



Le bar St Gérard près de Léogâne photographié avant la catastrophe. On peut malheureusement imaginer sans risque de se tromper ce qu'il en est advenu.
Photo (© thegenus)

Quartiers pour Haïti, une nouvelle ASBL de droit belge créée au lendemain du séisme par des architectes, ingénieurs et urbanistes haïtiens, belges et français, s'est donnée pour mission de réfléchir aux possibilités de logements durables et adaptés pour Haïti. Celle-ci appuiera la fondation FOKAL (v. dossier p.4) en participant activement, en fonction de ses compétences et des besoins, à l'étude diagnostic des villes, à leur planification et aux réflexions autour de la reconstruction notamment dans le quartier dévasté de Martissant. *Quartiers pour Haïti* et FOKAL se fixent pour objectif général de créer sur le long terme, un cadre de vie meilleur et respectueux de chaque citoyen et individu. Une démarche dans laquelle *IsF* souhaite s'inscrire à l'avenir, aux côtés d'acteurs locaux à l'identité marquée.

Informations : www.quartierspourhaiti.be

QUARTIERS
POUR

HAÏTI



L'ingénierie de projet au service des communautés du Sud

L'ingénierie technique ne suffit plus pour garantir la réussite et la viabilité d'un projet de développement. Caroline Heilporn, doctorante à l'ULB et lauréate du prix Carlier-ISF 2009, nous livre les clés de son expérience réussie avec les pêcheurs du Mali.

Nous sommes à Tiadal Pouri, campement situé dans le Delta Central du Niger et plus grande zone de pêche du Mali. Malgré son abondance, le poisson pêché ne peut être exporté frais aux quatre coins du pays tant les routes et les infrastructures adéquates de conservation font défaut. Les pêcheurs sont obligés de sécher le poisson à même le sol, l'exposant aux vents, poussières, animaux et pollutions diverses. Ces facteurs conjugués entraînent la destruction d'une partie de la production et ont des conséquences néfastes sur la santé des locaux.

Caroline Heilporn, étudiante à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) s'est rendue en 2009 dans le cadre de son mémoire et stage de fin d'étude au village de Youwarou, où se situe le campement, avec pour objectif d'optimiser le séchage du poisson et de faciliter sa conservation. Sur place, elle a travaillé et collaboré avec de nombreux pêcheurs et habitants de Tiadal Pouri afin de construire et faire fonctionner des prototypes de séchoirs utilisant l'énergie solaire. De retour à Bruxelles, elle termine son mémoire sur le sujet tout en restant informée du suivi du projet. « *La population locale s'est appropriée le système et les séchoirs fonctionnent à plein régime, se réjouit-elle. Face à ce succès, l'ensemble des partenaires du projet, comme le KIT (Royal Tropical Institute) et l'ONG AFAR ont décidé de le poursuivre et de l'étendre au reste du pays* ».

Toutefois, la réussite du projet contraste avec les nombreuses initiatives de développement similaire qui n'ont pu aboutir, faute d'une prise en compte suffisante des demandeurs locaux dans le processus de mise en place et de fonctionnement *a posteriori* du projet. Si, à

l'heure actuelle, il est unanimement reconnu que la demande de projet doit venir d'un partenaire du Sud et que celui-ci doit être directement impliqué dans la mise en œuvre de l'action dont il bénéficie, de nombreux projets peinent à survivre dans le temps une fois l'acteur du Nord désengagé. Un puits asséché au milieu d'un champ, un atelier déserté, des machines en attentes de pièces de rechanges, des cultures en friches, autant d'images de projets initiés par des acteurs du Nord au bénéfice de populations du Sud qui ont fini par s'éteindre faute de suivi et de compétences pour assurer leur continuité.

Les connaissances en ingénierie technique de Caroline étaient certes indispensables à la réalisation des séchoirs, mais parallèlement, elle a dû intégrer une méthode de travail davantage axée sur de l'ingénierie sociale et territoriale en prenant en compte les caractéristiques économiques, environnementales, politiques et socioculturelles du terrain. « *La prise en compte de ces facteurs a été déterminante pour adapter mon travail aux habitudes locales*, explique Caroline. *Leur laisser leurs habitudes de travail a permis qu'ils s'approprient et*



Installation d'un séchoir à poisson
Photo C. Heilporn

adaptent le projet selon leurs besoins et leur expérience pendant mon séjour sur place et après mon départ. »

Aujourd'hui, de nombreuses ONG s'efforcent de garantir cette approche globale, dite d'ingénierie de projet, et fait de plus en plus appel à de nouveaux métiers : appui organisationnel, gestion de l'environnement, ingénierie financière, connaissances juridiques, plaidoyer, sociologie de la ville et maîtrise des questions relatives à l'aménagement des territoires, maîtrise des questions sociales... des compétences issues tant des sciences humaines que des sciences exactes. Autant de composantes indispensables à la réussite d'un projet et que les nouvelles générations d'ingénieurs et de coopérant intègrent de plus en plus dans leur travail ■

J. A.

L'acteur de demain

Travailler et vivre en Afrique a toujours été le rêve de Caroline Heilporn. Lorsque s'est présentée l'occasion de partir au Mali afin de réaliser un projet de développement local (*v. plus haut*), elle a sauté sur l'occasion. Réalisé sous la direction du Pr Benoît Haut et avec le soutien de la CODEPO (Cellule de coopération au développement de polytechnique), le service TIPS de l'ULB, ainsi que la collaboration du KIT, le projet fut un succès.

Diplômée Bioingénieur en juin 2009 et lauréate du prix Carlier-ISF, Caroline est actuellement doctorante, boursière F.R.I.A. à la faculté de sciences appliquées de l'ULB et continue ses recherches sur le séchage d'un point de vue fondamental mais aussi pour la coopération au développement.



AGENDA



22
Février

Semaine Campus Plein Sud

Événements sur les campus universitaires francophones sur le thème de la coopération au développement et la solidarité internationale
Du 22 février au 5 mars à Bruxelles, Louvain-la-Neuve, Liège, etc.
Voir www.campuspleinsud.org

5
Mars

Forum de l'emploi des bioingénieurs

Salon de l'emploi pour les étudiants et professionnels de bioingénierie. Au programme, rencontres et conférences.
Le 05/03/2010 de 09h00 à 17h00 à Bruxelles au campus du Solbosch (ULB) – Bâtiment S-Hall de Sociologie.

19
Mars

Semaine de la solidarité internationale

Séries d'activités (ciné, concerts, débats, etc.) qui ont pour but d'amener les citoyens à mieux comprendre, analyser et critiquer les enjeux actuels (environnement, coopération Nord-Sud, etc)
Du 19/03/10 au 27/03/10 à Charleroi. Voir www.solidarité-charleroi.org

25
Mars

Séance d'informations Ingénieurs sans Frontières

Informations sur le travail et les activités d'Ingénieurs Sans Frontières et des opportunités de collaborations du public avec l'ONG.
Le 25/03/2010 de 18h30 à 20h00 à Bruxelles. Voir www.isf-iai.be

27
Mars

Formation : Approche participative et coopération au développement

Participation de la population locale dans les projets, présentation d'une méthodologie d'approche participative, outils stratégiques pour l'intervention dans un projet.
Le 27/03/2010 de 09h00 à 17h00 à Liège. Voir www.asbl-adi.org

Ingénieurs sans Frontières

Rue d'Edimbourg 26
B-1050 Bruxelles
Belgique
www.isf-iai.be - info@isf-iai.be

Editeur Responsable :

Eric Pirard

Rédacteur en chef :

Jonathan Avau

Equipe de rédaction :

Alexis Picavet, Myriam Kresse, Eric Pirard & Jonathan Avau

Ont également participé à ce numéro :

Caroline Heilporn, Lucie Couet & Roger Loozen

Impression :

PMR & ACS

Imprimé sur du papier labellisé



APPEL AUX DONNS

Cela fait plus de 20 ans qu'IsF suscite des vocations dans les pays du Sud. Ce travail n'est rendu possible que grâce à la générosité des gens.



VOTRE AIDE EST INDISPENSABLE

En faisant un don au **360-0114755-10** vous soutenez IsF dans ses activités d'aide aux collectivités du Sud